

www.ifdc.org

Un marchand d'épices albanais réalise le rêve de sa vie

Le marchand d'épices albanais, Mehmet Guga, n'est pas aussi connu que Marco Polo, mais il a le même esprit d'entreprise que le célèbre marchand d'épices vénitien. Guga travaillait comme comptable dans une société d'Etat lorsque l'Albanie était sous le régime communiste. Après la privatisation, il ouvrit sa propre entreprise, la Gura Sh.p.k., qui s'occupe de collecte, de transformation et de vente d'épices, notamment la sauge. Guga a bénéficié de l'appui d'un projet financé par l'USAID et mené par l'IFDC dans son pays.

Etant ressortissant de Tepelene, une région d'Albanie riche en sauge et d'autres herbes et épices, Guga se lança tout naturellement dans la commercialisation des épices. L'entrepreneur albanais a énormément travaillé et il a réussi malgré son faible capital. Le transport était difficile à cause du mauvais état des routes, mais Guga était fermement décidé à vendre ses produits—surtout la sauge—sur le marché américain.

Guga a réalisé son rêve l'automne dernier lorsqu'il est arrivé à vendre 12 con-

tainers de sauge (d'une valeur de US \$300 000) sur le marché américain. Accompagné de sa fille qui lui servait d'interprète, Guga a été présenté aux importateurs américains d'épices par la FFF Associates Inc., de Stamford, un sous-traitant du Projet albanais. Avec l'appui de l'entreprise américaine, il a réalisé sa première vente directe sur le marché américain. Il a aussi appris à bien écouler ses produits, à faire le suivi des ventes et à venir à bout des problèmes liés au transport en Albanie.



Le marchand d'épices Albanais Mehmet Guga



Photos par Peter Furth

Guga descend d'une longue lignée de marchands d'épices albanais. En fait, l'industrie des herbes et des épices est une tradition depuis plus de 50 ans en Albanie. A la fin des années 80, après l'époque communiste, l'exportation de toute sorte d'herbes, d'épices et d'huiles essentielles de l'Albanie dépassait 30 millions de dollars US par an. Le secteur était bien organisé. Une coopé-

rative disposait de ramasseurs dans plusieurs régions, avec des centres de collecte et des entrepôts. Une société d'exportation étatisée—AgroExport—gérait les ventes d'herbes et d'épices.

Avec cette longue tradition et l'infrastructure mise en place, l'industrie des herbes et des épices connut un essor au début des années 90. Cependant, vers l'an 2000, les importations de ces produits ont régressé à 10 millions de dollars US. Néanmoins, plusieurs entreprises émergentes avaient un énorme potentiel.

Généralement, la chaîne d'approvisionnement en herbes et en épices est organisée comme suit :

- *Les ramasseurs ou les moissonneurs*—qui récoltent les produits, souvent à l'état sauvage ou dans les montagnes—parfois dans les champs cultivés.
- *Les accumulateurs*—qui achètent les produits aux petits ramasseurs ou moissonneurs pour en faire des quantités importantes qu'ils revendent aux agro-industriels ou aux distributeurs.
- *Les agro-industriels ou les distributeurs*—qui achètent les produits et les nettoient.
- *Les exportateurs*—qui exportent les produits au départ de l'Albanie.

(La suite à la page 2)

IFDC Report

Publication:

IFDC—Un Centre International pour la Fertilité des Sols et le Développement Agricole

Éditrice:

Marie K. Thompson

Traduction:

Wisdom Tenge

Le *IFDC Report* est une publication semestrielle de l'IFDC, Muscle Shoals, Alabama, USA. Téléphone : 256-381-6600, Téléfax : 256-381-7408, E-Mail : general@ifdc.org, Web Site : <http://www.ifdc.org>. Sauf indication contraire, les textes publiés dans *IFDC Report* tombent dans le domaine public et peuvent être reproduits librement à condition de mentionner la source et de nous envoyer une copie du texte reproduit. Les abonnements sont gratuits. Les versions espagnole et française de l'IFDC Newsletter sont disponibles à l'IFDC.

L'IFDC est une organisation internationale publique à but non lucratif, gouvernée par un conseil d'administration international composé de représentants de pays développés et de pays en développement. Le centre bénéficie de l'appui de différentes agences bilatérales et multilatérales, de fondations privées et de gouvernements. L'IFDC se concentre sur la croissance et la durabilité de la productivité alimentaire et agricole dans les pays en développement par la mise au point et le transfert de technologies efficaces de gestion des éléments nutritifs et d'expertise en agro-industrie.

Président – Directeur Général:

Amit H. Roy

Conseil d'administration:

E. Travis York (U.S.A.),

Président du Conseil d'Administration

Ann Hamblin (Australie),

Vice-président du Conseil d'Administration

Baba Dioum (Sénégal)

Al Giese (U.S.A.)

John B. Hardman (U.S.A.)

Hiroyoshi Ihara (Japon)

Fayez E. Khasawneh (Jordanie)

Ruth Oniong'o (Kenya)

Roelof Rabbinge (Pays-Bas)

Roberto Rodrigues (Brésil)

Edward C.A. Runge U.S.A.)

Abdelmajid Slama (Tunisie)

Changement d'adresse :

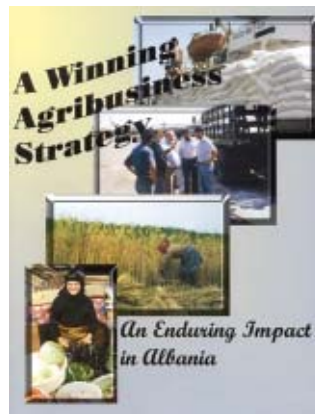
Veillez prévoir six semaines pour tout changement d'adresse et envoyer la nouvelle adresse à : IFDC Report, P.O. Box 2040, Muscle Shoals, Alabama 35662, U.S.A.

(Suite de la page 1)

L'industrie des épices offre à l'Albanie une possibilité considérable d'améliorer son économie car le secteur constitue une importante source d'emplois, notamment pour les femmes des régions rurales qui sont fortement impliquées dans le ramassage, le premier nettoyage et la transformation des herbes et des épices. En somme, quelques 15 000 salaires albanais proviennent de cette industrie.

La sauge domine l'industrie des épices en Albanie—elle représente au moins le tiers des importations totales d'herbes et d'épices. L'Albanie exporte actuellement environ 2 500 tonnes de sauge (d'une valeur de plus de 4 millions de dollars US) par an. La grande partie de cette sauge est utilisée aux Etats-Unis principalement pour l'assaisonnement des saucisses de porc et de volaille. Cependant, la plupart des entreprises albanaises ne réalisent pas l'importance de la vente directe de leurs produits aux acheteurs internationaux. Présentement, la majeure partie des herbes et des épices récoltées en Albanie est vendue à des intermédiaires en Turquie, en Allemagne et dans d'autres pays européens où ces produits prennent une forte valeur ajoutée souvent avec la transformation finale avant leur exportation vers les Etats-Unis ou d'autres pays.

Guga n'est que l'un des nombreux bénéficiaires du projet Albanie. En collaboration avec des partenaires tels que le Service des forêts du Département Américain pour l'Agriculture (USDA), et les



FFF Associates Inc., l'IFDC promeut les aspects environnementaux de la récolte des herbes et des épices locales en vue d'assurer la durabilité du secteur et le maintien de la biodiversité dans les zones forestières. Avec un financement de l'USAID (l'Agence Américaine pour le Développement International) et l'USDA, le projet AAATA (Assistance to Albanian Agriculture Trade Association) et les FFF Associates Inc. ont réussi à mettre en œuvre des activités de protection de l'environnement dont la formation sur les espèces menacées. Ces activités sont menées en collaboration avec Albafor, une association professionnelle qui comprend des ramasseurs et de petits distributeurs particulièrement intéressés aux herbes et plantes médicinales.

Le projet AAATA et son collaborateur FFF Associates Inc., ont aussi créé l'ASHTA (Association Professionnelle Albanaise pour les Epices et les Herbes). Les activités d'ASHTA comprenaient entre autres, des séminaires de formation et d'éducation et le développement de matériels d'éducation basés sur la conservation pour une large distribution en Albanie. Pour appuyer les efforts de con-

Pour plus d'informations sur le projet Albanie, cliquez-sur www.ifdc.org et lisez cette brochure

servation et de durabilité générale, le projet a testé avec succès, la faisabilité économique de la culture locale de quatre importantes herbes et épices comme un moyen de compléter et, dans certains cas, de remplacer le ramassage à l'état sauvage.

Les prochaines étapes de la relance de l'industrie des épices en Albanie mettront l'accent sur l'éducation continue dans le domaine de la propriété et du contrôle de qualité depuis le producteur/ramasseur jusqu'à l'exportateur. Un système de certification et de test sera probablement établi. Les questions de contrôle de qualité, de fixation de prix, de commercialisation et de sauvegarde des espèces menacées seront aussi traitées.

« L'avenir paraît radieux pour l'industrie des épices en Albanie », déclare Peter Furth de FFF Associates Inc. « Avec de meilleures méthodes de ramassage, de transformation et de commercialisation, une industrie prospère pourra émerger. Nous avons toutes les raisons de croire que progressivement et avec les mesures appropriées, l'économie albanaise pourra engranger des recettes de 30 – 50 millions de dollars US et plus. »

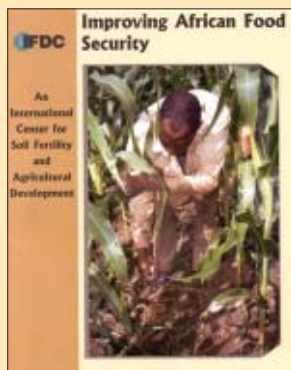
Selon Furth, le chemin de ce succès passe par des efforts soutenus, des investissements adéquats et le travail bien fait. ♦

Amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique

Une nouvelle publication de l'IFDC vient de sortir : *Improving African Food Security*, de Dr Henk Breman, scientifique principal et représentant résident de l'IFDC en Belgique et Dr Kofi Debrah, Chef du Programme Politique et Marché. Ce document a été publié auparavant par Johns Hopkins University Press dans le cadre de son programme d'études internationales : School of Advanced International Studies (SAIS), Volume XXIII, No.1, Hiver/Printemps 2003.

D'après Breman et Debrah, les problèmes liés à la production alimentaire en Afrique s'enracinent dans la pauvreté de la base des ressources naturelles agricoles de ce continent. Ce phénomène rend non rentable l'utilisation d'intrants externes tels que l'engrais chimique. L'environnement socio-économique et politique constitue d'autres obstacles. Sur le plan national, régional et culturel, des exceptions à la tendance générale montrent l'importance des facteurs qui causent la stagnation ailleurs et aident à identifier des technologies et des stratégies de changement. La Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols (GIFS) peut améliorer la sécurité alimentaire en Afrique. La synergie créée par l'utilisation des amendements disponibles localement, tels que le fumier et les résidus culturaux peut rendre l'utilisation des engrais inorganiques plus efficaces sur le plan économique. La rentabilité de l'utilisation des engrais s'améliore davantage dans un environnement qui incite les paysans à investir dans les sols et le secteur privé dans le développement du marché d'intrants et de produits agricoles. Les stratégies qui appuient les organisations paysannes et les associations professionnelles privées et les préparent à coopérer efficacement avec le secteur public peuvent aider à créer cet environnement propice.

Des exemplaires de cette publication (Paper series, P-31) peuvent être commandés par e-mail au Service des achats à : purchasing@ifdc.org. ♦



Une association professionnelle Kirghiz réalise un remarquable exploit de lobbying

Photo IFDC/Kirghizistan



Les participants à la table ronde sur la suppression de la TVA au Kirghizistan.

L'Association professionnelle des Agro-industriels du Kirghizistan (AAK), appuyée par l'IFDC (avec un financement de l'USAID), a réalisé un exploit historique pour le secteur agricole en menant avec succès, une campagne de lobbying et de plaidoyer pour la suppression de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur les produits phytosanitaires. La suppression de cette taxe a fait économiser des millions de dollars aux petits et aux grands exploitants, aux distributeurs d'engrais et aux fournisseurs de produits phytosanitaires. En fin de compte, ces économies serviront à produire des vivres pour les consommateurs Kirghiz à des prix bas, tout en décourageant l'approvisionnement en produits de contrebande de mauvaise qualité.

Après seulement deux ans, l'AAK est devenue l'une des associations professionnelles agricoles les plus importantes du Kirghizistan. L'organisation compte à présent plus de 150 membres cotisants parmi lesquels les petits et les grands distributeurs d'engrais, de produits phytosanitaires, de semences et d'autres intrants agricoles.

Pendant l'Assemblée générale de l'AAK en août dernier, les membres ont décidé à l'unanimité d'aborder la question de la TVA avec leurs dirigeants élus dans le Gouvernement Kirghiz. Après plusieurs mois de préparation, ils ont organisé une table ronde dans la ville de Osh pour discuter de la question avec six membres de l'Assemblée législative Kirghiz et des représentants de sociétés de transformation, d'organisations internationales et de paysans. Après la table ronde, une proposition formelle a été soumise au Président, au Premier Ministre, aux parlementaires et aux membres du Ministère de l'Agriculture de la République Kirghiz. Au cours des mois passés, les membres de l'Association ont travaillé activement avec le Groupe de travail de la présidence pour définir le nouveau code des impôts.

Le décret, signé le 13 mai 2004 par le Premier Ministre, son Excellence N. Tanayev, ramène le taux de la TVA de 20% à 0% pour l'importation et l'approvisionnement en engrais minéraux et produits phytosanitaires des producteurs ruraux. Le décret est entré en vigueur le 14 mai 2004 et stipule que le Ministère des Finances du pays veillerait à la mise en œuvre dudit décret. ♦

L'IFDC et le CILSS formalisent leur coopération

L'IFDC et le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) – ont signé un protocole d'accord le 1^{er} mai 2004 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Les deux organisations ont ainsi formalisé leur engagement à se concerter et à renforcer leur coopération dans les domaines d'intérêt commun. Musa S. Mbenga, le Secrétaire Exécutif de CILSS et J.J. Robert Groot, le Directeur de la Division Afrique ont signé le document au nom de leurs organisations respectives.

Dans une brève allocution, Mbenga a souligné l'importance et la pertinence de l'événement à la lumière des principes communs qui sous-tendent les programmes du CILSS et de l'IFDC. « Nos deux organisations visent à promouvoir le développement agricole en vue d'assurer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté dans nos pays tout en protégeant les ressources naturelles pour les générations présentes et futures, » a-t-il dit.

Le Secrétaire Exécutif du CILSS, Musa S. Mbenga et J.J. Robert (Rob) Groot formalisent leur coopération.

La coopération entre les deux organisations porte essentiellement sur deux questions clés liées à la sécurité alimentaire : le développement agricole et la protection de l'environnement. Ces questions incluent la gestion de la fertilité des sols, la réforme des politiques agricoles, les systèmes d'information sur les marchés agricoles, le développement de marchés d'intrants et de produits agricoles et le développement des capacités du secteur privé et les organisations paysannes.

Dans son allocution, Groot a souligné les avantages mutuels de cette coopération basé sur le principe gagnant-gagnant. « La synergie qui sera ainsi créée, permettra à nos deux organisations de mieux profiter des nouvelles opportunités dans l'arène du développement international, » dit-il. « L'accord que nous venons de signer n'aura aucune signification, si nous ne lui donnons pas vie à travers la mise en œuvre d'initiatives communes visant à améliorer les conditions de vie et de travail dans le monde rural, » a-t-il remarqué. ♦



Photo IFDC Division Afrique

Un entrepreneur profite du projet IFDC en Azerbaïdjan

Photo IFDC/Azerbaïdjan

Profitant des informations sur les meilleures pratiques agricoles reçues au cours des séminaires IFDC, Agagulu Huseynov a augmenté ses rendements de pomme de terre de 20% en 2003 par rapport à 2002 ; il a pu ainsi en tirer un revenu de 20 000 dollars US.

Huseynov, sa femme et ses trois enfants cultivent un champ de 12 hectares près de Goytepe (Jalilabad) en Azerbaïdjan.



L'agriculteur Agagulu inspecte son champ de pomme de terre

Huseynov ne s'occupe pas uniquement de la production de pomme de terre, il vend aussi des engrais, des semences, des produits phytosanitaires et des aliments dans sa boutique. « Bien que je cultive les pommes de terre depuis cinq ans, j'ai appris beaucoup d'informations utiles durant les séminaires, » dit-il. « A travers ces activités, j'ai découvert que j'appliquais mal l'engrais et que je ne respectais pas la distance entre les lignes. » « Pendant quelques années, je m'approvisionnais en nitrate

(La suite à la page 5)

(Suite de la page 4)

d'ammonium que mes clients n'appréciaient guère, » dit l'entrepreneur azeri. « Le personnel du projet m'a fait comprendre que le taux de substance active contenu dans le produit était inférieur à ce qui est indiqué sur le label des sacs. J'ai donc décidé de commander de l'engrais de bonne qualité en Russie et depuis, mes ventes ont augmenté de 16% en 2003. »

Le projet lui a fourni plus d'informations sur les différents types de produits fertilisants disponibles. « Les

agents du projet m'ont encouragé à offrir du triple superphosphate (TSP) à mes clients, » dit Huseynov. « Ils m'ont aidé à trouver une source d'approvisionnement en TSP. De plus, grâce aux démonstrations faites sur l'utilisation du TSP j'ai pu vendre plusieurs tonnes de ce produit. Mes clients en redemandent ; en 2003 j'ai vendu 30 tonnes de TSP. J'ai beaucoup appris sur le marketing durant ces séminaires et maintenant je sais qu'il faut étudier le marché avant de démarrer toute activité. »

En 2003, l'entrepreneur azeri a réalisé un revenu total de \$2 500 dollars US de la vente des engrais, \$7 000 des semences, \$1 500 des produits phytosanitaires, \$20 000 des pommes de terre et \$4 000 de la vente d'aliments dans sa boutique. « Notre niveau de vie s'est amélioré avec l'augmentation de nos revenus durant les deux dernières années, depuis que le projet de Développement du Marché d'Intrants Agricoles en Azerbaïdjan (AMDA) nous a aidés avec nos activités commerciales. » En 2002/2003, l'entrepreneur avait

acheté une voiture, un vélo, un tracteur, une moissonneuse de pommes de terre et une charrue. La famille a pu aussi s'acheter un téléviseur et un poste radio.

« Le projet AMDA a amélioré mon niveau de vie et celui de mes clients, » dit Huseynov. « L'application du TSP sur le blé et la pomme de terre donne de bons résultats et les paysans en sont satisfaits car cela a augmenté leurs revenus. » ♦

Le Ghana et l'IFDC signent un accord sur le développement agricole

Le Ministre ghanéen de l'Alimentation et de l'Agriculture, le Major Courage Quashigah a déclaré que le Gouvernement ghanéen s'intéresse vivement à l'amélioration du secteur agricole et reconnaît en l'IFDC un partenaire crédible. Le Ministre a fait cette déclaration lors de la signature, le 15 avril 2004, d'un protocole d'accord entre le Gouvernement du Ghana et l'IFDC.

Les deux parties ont convenu de coopérer dans plusieurs domaines du développement agricole dont la gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS), l'accès aux intrants agricoles, l'intensification agricole, le développement de marchés agricoles, les systèmes d'information de marché et le développement des capacités du secteur privé et des organisations paysannes.

Le Ministre Quashigah a signé l'accord au nom du Gouvernement du Ghana et le Directeur de la Division Afrique, J. J. Robert Groot, au nom de l'IFDC. ♦

Photos Division Afrique



Le Directeur de la Division Afrique, J.J. Robert Groot et le Ministre ghanéen de l'Alimentation et de l'Agriculture, le Major Courage Quashigah, scellent leur accord de collaboration par une poignée de main.

Programme de Formation International sur la GIFS tenu à Lome au Togo

Au cours des six dernières années, l'IFDC et ses partenaires s'appliquent à améliorer la productivité agricole et la fertilité des sols à travers la GIFS. Ils ont développé des approches novatrices pour aider les petits exploitants à sécuriser la production alimentaire et la croissance économique. En vue d'encourager l'utilisation de cette technologie, un programme de formation international sur la GIFS eut lieu en français du 19 au 23 avril 2004 à Lomé.

La formation a rassemblé environ 15 participants de l'Afrique de l'Ouest. Elle portait sur les différentes méthodes d'amélioration de la fertilité des sols telles que de meilleures pratiques de gestion des cultures, de lutte contre l'érosion et le lessivage et de maintien du statut de la matière organique du sol. Les stratégies GIFS (qui permettent d'augmenter les niveaux de productivité tout en maintenant la base des ressources naturelles) comprennent l'utilisation des amendements du sol combinée avec des matières organiques et des engrais minéraux pour réapprovisionner les stocks d'éléments nutritifs du sol et améliorer l'efficacité des intrants externes.

Durant la formation, les participants ont visité une mine de phosphates et l'un des villages du projet GIFS. Les partenaires du projet dans ce village leur ont fait part de leurs expériences dans le domaine du développement et de l'utilisation des outils d'apprentissage à travers la recherche action et de l'établissement de liens entre les agriculteurs, les distributeurs d'intrants et les structures de crédit.

Les participants ont aussi discuté de la nécessité d'une approche holistique pour promouvoir l'intensification agricole basée sur la GIFS. Cette approche encourage les dispositions institutionnelles alternatives, relie les paysans aux marchés d'intrants et de produits agricoles et aux structures de crédit rural, renforce les organisations et les réseaux de commerçants et améliore la collaboration entre les institutions de recherche et de vulgarisation. Les participants ont élaboré un plan d'action régional pour promouvoir les processus d'intensification basés sur la GIFS en tenant compte du contexte agro-écologique, socio-économique et politique de la région.

Les participants aussi bien que les organisateurs furent satisfaits des résultats du programme de formation. Les participants ont promis de mettre en œuvre les acquis dans leurs pays respectifs. Un autre programme de formation GIFS est prévu, en anglais, l'année prochaine. Des informations sur ce programme et d'autres activités sont disponibles sur les sites Web www.ifdc.org et www.aissa.org . ♦

Photo par Willem-Albert Toose



Les participants au programme de formation GIFS et les paysans du village de Djaka Kopé au Togo.

L'IFDC collabore au programme de formation DSSAT

Cultiver des plantes sur ordinateur peut paraître surréaliste pour certains, mais c'est exactement ce qu'un groupe de scientifiques internationaux vient de faire. L'équipe a mis au point un logiciel qui modélise le cycle cultural complet de la plantation à la récolte – le tout en un clin d'œil.

La nouvelle version 4 du logiciel intitulé Système d'aide à la décision pour le transfert de techniques agricoles (DSSAT) simule la croissance végétale, le rendement, les besoins en eau et en éléments nutritifs et l'impact environnemental de la production agricole. Des scientifiques de l'IFDC, de l'Université de la Georgie, de la Floride, d'Hawaï, du Guelph et de l'Etat de l'Iowa ont collaboré à la création de ce modèle.

Cinquante chercheurs et étudiants diplômés venant de divers points du monde se sont rencontrés au campus Griffin de l'Université de la Georgie pour tester ce logiciel. Dr Paul Wilkens, programmeur à

Photo Université de Georgie



Les participants à l'atelier sur le DSSAT à l'Université de Georgie.

l'IFDC, figurait parmi les encadreurs de l'atelier de formation intitulé « Evaluer la production végétale, la gestion des éléments nutritifs, les risques climatiques et la durabilité environnementale à l'aide de modèles de simulation », tenu du 17 au 26 mai 2004. Le Consortium International pour les applications des systèmes agricoles (ICASA) a collaboré à cet atelier.

Les concepteurs du nouveau DSSAT s'empresent de signaler que le logiciel ne vise nullement à remplacer l'expérimentation réelle au champ. Ils reconnaissent que les

données expérimentales sont nécessaires pour établir la crédibilité des modèles tels que le DSSAT. Néanmoins, le modèle peut être utile pour les chercheurs, les éducateurs, les vulgarisateurs et les consultants et devrait être considéré comme un outil de valeur dans l'arsenal des chercheurs.

« Les modèles informatisés nous permettent de comparer rapidement et aisément différents scénarios de gestion de culture et d'analyser les interactions avec le temps et les conditions pédologiques, » dit Wilkens.

Le nouveau DSSAT simule la croissance des cultures telles que l'arachide, le tournesol, la canne à sucre, le blé, le soja, le riz, la tomate, le sorgho, le mil, l'orge, la pomme de terre, le maïs, les pois et les haricots. La prochaine version du DSSAT, dont la sortie est prévue dans deux ans, inclura le coton.

Les bénéficiaires ultimes des recherches liées au DSSAT sont les paysans car les informations fournies par ce modèle leur seront transférées par les vulgarisateurs. Le DSSAT a été utilisé pour des projets de sécurité alimentaire dans des pays africains et d'autres régions du monde. ♦

L'IFDC participe à l'Initiative Internationale pour l'Azote

L'azote est indispensable à la survie de toute forme de vie, mais l'abondance naturelle de l'azote utilisable est si faible que l'altération massive du cycle de l'azote par les hommes a été nécessaire pour supporter l'alimentation de la population mondiale. L'altération s'est même renforcée avec le dégagement d'oxydes d'azote dans l'atmosphère résultant de la combustion des fossiles. Ces changements intervenus dans le cycle de l'azote ont aggravé certains problèmes environnementaux dont le smog, le dépôt d'acide, le changement climatique, l'eutrophisation côtière et la destruction des couches d'ozone qui influent sur les écosystèmes et la vie humaine sur le plan régional et mondial.

Par conséquent, le Comité scientifique sur les problèmes relatifs à l'environne-

ment (SCOPE) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ont formé conjointement l'Initiative Internationale pour l'Azote. Trois conférences internationales ont été organisées pour examiner cette question.

L'objectif de l'Initiative Internationale pour l'Azote (INI) est de développer une approche durable pour gérer l'azote et fournir de la nourriture et de l'énergie aux hommes, tout en minimisant le dégagement de l'azote dans l'environnement. La première phase de l'initiative comprendra une évaluation des connaissances concernant les flux et les problèmes liés à l'azote; la phase II comprendra le développement de solutions spécifiques aux régions; et la phase III portera sur la mise en œuvre des outils scientifiques, d'ingénierie et de politique susceptibles de résoudre ces problèmes.

La première phase a pour but d'organiser les thèmes transversaux : les processus naturels, l'agriculture (engrais), la

production animale, les déchets humains et la production/l'utilisation de l'énergie; et d'intégrer les évaluations régionales pour aboutir à une évaluation globale. La phase II a pour but de suggérer des solutions spécifiques aux régions pour les problèmes identifiés dans la phase I. L'objectif de la phase III est de diriger les activités principalement vers la collaboration avec les groupes critiques pour la mise en œuvre des solutions identifiées.

Dr Lawrence L. Hammond, Directeur de la Division de Développement des Ressources à l'IFDC a participé du 12 au 16 janvier 2004 à Kampala en Ouganda, à l'atelier sur le Projet d'évaluation rapide des engrais azotés. Cet atelier s'inscrivait dans le cadre des activités de l'INI; l'objectif du projet est de finaliser la publication d'un livre sur l'azote avant la tenue en Chine de la troisième conférence internationale de l'INI, en octobre 2004. ♦

L'atelier CTA/IFDC renforce les systèmes d'information de marché en Afrique de l'Ouest

Le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) et l'IFDC ont organisé un atelier sur les Systèmes d'information de marché (SIM) avec l'appui logistique du Centre Informatique Communautaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cet atelier, tenue à Lomé, au Togo du 3 au 7 mai 2004, a rassemblé 20 professionnels des SIM venus du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, pour renforcer leurs capacités dans le domaine de la collecte et de la diffusion des données.

Dans son allocution d'ouverture, Roger Obubo, représentant le Directeur du CTA, a souligné le rôle de l'information dans le développement du marché. « La libéralisation du marché a exposé les petits producteurs aux externalités induites par d'autres agents et facteurs agissant sur le système, » dit-il. « Il faut relever également le manque de communication entre les producteurs et les marchés tandis que les importateurs et les exportateurs opèrent dans un environnement opaque. Il est nécessaire d'améliorer le flux de l'information et la gestion globale des systèmes d'information pour faciliter l'approvisionnement du marché et réduire les distorsions provoquées par le manque de transparence. »

Les responsables du Gouvernement togolais ont apprécié la contribution de l'IFDC au progrès des SIM dans la région. « Le Togo n'a pas un système d'information de marché (SIM) structuré, » dit David Lawson de l'Office des Statistiques Agricoles du Ministère togolais de l'Agriculture. « Nous travaillons avec AFAMIN (le Réseau africain d'information du marché agricole), un réseau géré par l'IFDC et qui traite des intrants. Nous apprécions cette occasion de participer à un programme sur les marchés de produits agricoles. Cela nous permettra de rattraper les autres pays qui sont en avance sur nous. »

M. Gaston Dossouhoui du Service national d'appui pour la sécurité alimentaire au Bénin, s'est exprimé sur l'approche globale. « Nous sommes impressionnés par l'approche de l'IFDC qui montre un certain dynamisme et de la cohérence : du diagnostic de la situation des SIM à l'assistance aux pays dans l'élaboration de leurs systèmes jusqu'au présent atelier, » dit-il. « Nous sommes convaincus que notre collaboration avec un partenaire aussi fiable et fidèle nous permettra de contribuer de façon plus efficace au développement de notre sous-région. »

Des cas de succès ont été présentés parmi lesquels celui de Manobi ; un système privé qui fournit des services d'information pour ajouter de la valeur au secteur des fruits et légumes au Sénégal. « La valorisation des productions augmentera la capacité d'autofinancement des paysans, » a dit David Boggio de Manobi. « Le vrai défi est de réduire les délais de transmission pour arriver à fournir des informations fraîches en temps réel aux acteurs du marché qui en ont besoin pour prendre des décisions commerciales efficaces. Notre expérience montre aussi qu'il est possible de briser les dimensions locales des chaînes de commercialisation. Les producteurs peuvent rechercher des marchés à l'autre bout de leur pays ou à l'étranger. Cela développera la concurrence entre les fournisseurs et augmentera le flux des échanges dans la sous-région. »

Dans son discours de clôture, Elly Wotoko, représentant le Secrétaire exécutif de la CEDEAO, a esquissé des voies de suivi de cette initiative. « Ces activités conjointes marquent le début d'une longue série de programmes de formation que nous envisageons de mettre en œuvre, » dit Wotoko. « Je suis convaincu que notre partenariat avec le CTA et l'IFDC produira des résultats durables dans toute la sous-région. » ♦

L'IFDC collabore à un article publié par le Centre de la recherche pour le développement (ZEF) à Bonn

Dr Julio Henao, scientifique principal, spécialiste de la biométrie à l'IFDC, a contribué à un article publié par le ZEF Bonn intitulé *Nutrient Flows in Agricultural Production and International Trade : Ecological and Policy Issues*. Les autres auteurs sont Dr Eric T. Craswell, Ulrike Grote et Dr Paul L.G. Vlek, tous de ZEF à Bonn.

L'article traite des questions relatives aux effets environnementaux et écologiques des flux d'éléments nutritifs à l'intérieur et entre les pays par une revue et une présentation des données sur les bilans et les flux des éléments nutritifs à l'échelle mondiale. Les résultats de l'épuisement



des éléments nutritifs des terres agricoles entre 1996 et 1999 montrent que dans bon nombre de pays d'Afrique, d'Amérique Latine et des Antilles les taux d'épuisement sont si élevés qu'il est actuellement impossible d'utiliser les terres sur une base durable. A l'autre bout de l'échelle, le surplus d'éléments nutritifs dérivés de l'agriculture est le plus important aux Etats-Unis et dans les pays industrialisés de l'Europe mais aussi dans quelques zones très peuplées des pays comme l'Inde et la Chine.

Les flux internationaux nets de NPK dans les produits agricoles commercialisés étaient estimés à un total de 4,8 millions de tonnes en 1997 et selon les prévisions, ce chiffre passera à 8,8 millions de ton-

(La suite à la page 10)

Annonces

Dr Mustapha Naimi a pris fonction à l'IFDC le 1^{er} mars 2004 comme modélisateur de systèmes agricoles dans le cadre du projet « Développement et mise en œuvre d'un système d'information et d'aide à la décision pour la production céréalière dans les régions du Proche Orient et de l'Afrique du Nord : amélioration de l'efficacité des intrants agricoles et réduction des risques liés à la production ». Ce projet financé par le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) est basé à Settat au Maroc. Naimi est titulaire d'un doctorat en agronomie de l'Université de Minnesota et était auparavant professeur au département de pédologie de l'Institut Hassan II d'agronomie et de médecine vétérinaire, à Rabat au Maroc.

J. J. Robert « Rob » Groot a pris fonction à l'IFDC le 6 mars 2004 et occupe depuis le 15 mars 2004 à Lomé au Togo, le poste de Directeur de la Division Afrique. Auparavant, M. Groot était le Secrétaire exécutif du « Groupe Sciences Végétales » de l'Université de Wageningen au Pays-Bas.

Dr Henk Breman a été transféré le 20 mars 2004 de Lomé à Bruxelles, en Belgique où il occupe le poste de Représentant résident et scientifique principal. Il se concentre sur le développement des programmes de l'IFDC dans le domaine de la fertilité des sols en Afrique en consultation avec les universités européennes, la communauté des bailleurs de fonds, les associations régionales et le secteur privé.

M. Faisal Beig du siège est affecté depuis le 19 avril 2004 à Kabul en Afghanistan en tant que chef de partie au sein du Programme de développement des distributeurs pour la reconstruction des marchés agricoles (RAMP).

Dr Walter T. Bowen du siège est affecté depuis le 14 avril 2004 à Dhaka au Bangladesh comme Coordinateur résident du projet –ANMAT II « Réduire la pauvreté et la dégradation environnementale par la gestion des éléments nutritifs en Asie du Sud et du Sud-Est. » Il est également le Représentant résident pour la Division Asie.

Dr Ray B. Diamond, ancien Coordinateur résident du projet –ANMAT II, a pris sa retraite des missions à l'étranger, le 30 avril 2004.

Dr S. H. (Norman) Chien, pédologue, a reçu le prix inaugural Pierre Becker décerné par le British Sulphur Publishing. Le prix sera organisé chaque année à l'intention des recherches qui apportent « une contribution remarquable à la compréhension, à l'utilisation et à l'application des ressources en phosphate. » En annonçant le prix, British Sulphur Publishing a déclaré : « Pour ses pairs, Chien est un expert de l'utilisation du phosphate naturel et des produits phosphatés modifiés pour augmenter la production alimentaire. » ♦

IFDC

Calendrier des programmes de formation – 2004

Programme formation/voyage d'étude	Date	Lieu	Inscription, US \$	Inscription Tardive, US \$
1. Systèmes de réglementation des intrants agricoles	16-20 août	Pretoria, Afrique du Sud	1 000	1 200
2. Gestion de la commercialisation des engrais	22 novembre - 3 décembre	Dubaï, EUA	2 000	2 300

(Inscription en ligne sur le siteweb www.ifdc.org)

NB. Chaque inscription doit être accompagnée d'un versement initial non remboursable de \$200. Le versement sera crédité aux frais de participation payable quatre semaines avant le début du programme. Par la suite, les frais d'inscription tardive seront appliqués. Les frais de participation moins le versement initial seront remboursés pour une annulation intervenant deux semaines avant le début du programme ; après, 90% du frais payé sera remboursé et 10%, avec le versement initial, sera prélevé pour les coûts administratifs.

L'IFDC se réserve le droit d'annuler tout programme ou d'en changer les dates et/ou les lieux sans aucune obligation de compensation.

nes à l'horizon 2020. Les flux varient considérablement entre les régions. Les principaux importateurs nets de NPK sont l'Asie de l'Ouest, l'Afrique du Nord et la Chine. Bien que les sols des pays de l'Afrique subsaharienne soient très dégradés à cause de l'épuisement des éléments nutritifs, cette région est quand même un importateur net de NPK dans les produits agricoles. Cependant, les éléments nutritifs importés dans les produits d'alimentation humaine et animale en Afrique subsaharienne sont d'habitude concentrés dans les villes et cela crée plutôt des problèmes d'ordure au lieu de corriger les carences des sols des zones rurales. Les pays accusant une perte nette de NPK dans les produits agricoles sont les principaux exportateurs de nourriture – les États-Unis, l'Australie et quelques pays de l'Amérique Latine.

Un large éventail de mesures stratégiques influent sur le commerce agricole, les flux et les bilans d'éléments nutritifs. Les effets de la libéralisation du commerce agricole et la réduction des subventions agricoles sont brièvement décrits, aussi bien que les politiques environnementales les plus directes telles que les systèmes de comptabilité des éléments nutritifs, l'étiquetage écologique et le commerce des éléments nutritifs. Cette étude souligne la nécessité de prendre en compte les coûts environnementaux dans le débat sur la gestion des éléments nutritifs et recommande de poursuivre les recherches interdisciplinaires sur les questions importantes.

Vous pouvez télécharger un exemplaire de ce document sur www.zef.de/publications.htm. ♦

Breman et Groot publient un article sur le rôle des engrais dans le développement agricole en Afrique subsaharienne

Dr Henk Breman, ancien Directeur de la Division Afrique –actuellement scientifique principal et représentant résident en Belgique et J.J. Robert Groot, le nouveau Directeur de la Division Afrique, ont coproduit un article intitulé : « Le rôle des engrais dans le développement agricole en Afrique subsaharienne » publié dans le numéro de mai/juin 2004 de *Fertilizer Focus*. Ci-après un extrait de cet article.

« Augmenter la rentabilité des engrais »

La rentabilité de l'utilisation des engrais est le principal facteur pouvant influencer sa demande. L'IFDC et ses partenaires ont développé des techniques GIFS qui améliorent l'efficacité de l'utilisation d'engrais (le pourcentage récupéré par les cultures) et les retours économiques de son utilisation. La GIFS cherche à utiliser de manière plus efficace les stocks d'éléments nutritifs naturels du sol, les amendements du sol localement disponibles et les engrais minéraux pour augmenter la productivité des terres tout en préservant ou en améliorant la fertilité du sol. Il est prouvé que la GIFS améliore la fertilité des sols, l'efficacité de l'utilisation d'engrais, la productivité et les revenus agricoles. Les rendements de maïs, par exemple, peuvent passer de 1 000 à 2 000kg/ha grâce aux pratiques GIFS, avec des rapports valeur-coût bien supérieurs à 2 et une rentabilité de la main-d'œuvre de 2 à 6 fois supérieure à celle de la main-d'œuvre familiale. Dans plusieurs régions, les revenus des ménages agricoles sont passés de 20% à 50% selon les niveaux d'adoption. La GIFS est considérée comme une stratégie clé pour augmenter la productivité agricole et rendre les engrais plus accessibles.

Pour soutenir le processus d'intensification agricole en Afrique Subsaharienne, il faut renforcer les capacités des paysans, des entrepreneurs locaux et des prestataires de services. Dans cette optique, l'IFDC a développé l'approche intitulée Entreprises et systèmes agricoles compétitifs – Competitive Agricultural Systems and Enterprises – (CASE). L'approche implique tous les acteurs du système agroalimentaire au niveau de la base, incluant les petits exploitants, les entrepreneurs locaux, les commerçants et les banquiers. L'approche encourage le changement technologique et institutionnel. La GIFS et le développement de la chaîne des produits sont des concepts de base de l'approche qui implique la responsabilisation et le renforcement des capacités novatrices des acteurs locaux. L'approche CASE lie les agriculteurs et les villages aux détaillants, aux commerçants et aux consommateurs urbains. L'accent est mis principalement sur l'essai et le développement de dispositifs institutionnels alternatifs, la création d'associations professionnelles dynamiques orientées vers les affaires avec des rôles économiques ou de plaidoyer bien définis, des réseaux de structures de crédit et des plates-formes pour négocier des contrats d'utilisation des terres.

Après cinq ans d'expérience, l'entrepreneuriat s'est développé à divers niveaux et l'impact peut être mesuré. Dans les 16 sites pilotes, des contacts ont été établis avec environ 60 000 paysans et 200 entrepreneurs locaux – distributeurs et vendeurs d'intrants – ont participé à des tables rondes et à des programmes de formation et ont travaillé directement avec les groupements paysans GIFS. La consommation d'engrais dans ces champs a augmenté sur une base moyenne de 100kg/ha et continue d'augmenter. ♦

Rapport d'un atelier tenu au Nigeria

Le Ministère Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural (FMARD) du Nigeria a conduit du 26 au 27 août 2003, à Abuja, un atelier national sur Les politiques d'intrants agricoles en collaboration avec l'IFDC et l'USAID. L'atelier a réuni 152 participants dont des acteurs importants impliqués dans la production, l'importation et la distribution d'engrais, de semences et de produits phytosanitaires.

Le discours thème a été prononcé par Chief Audu Ogbeh, président national du « People's Democratic Party » et conseiller auprès du Président pour les questions agricoles. L'atelier s'est concentré sur trois points :

- La commercialisation de l'agriculture du Nigeria.
- Les systèmes de commercialisation d'intrants agricoles.
- Les réformes de politique

Dr O. E. Edache, Secrétaire permanent du FMARD a prononcé le discours d'ouverture. « L'agriculture est un secteur vital pour le développement économique du Nigeria parce qu'elle contribue pour 40% au produit intérieur brut, fournit les aliments de base et emploie environ 70% de la population, » dit-il. « Le Gouvernement essaie de redresser l'agriculture et pour cela il a besoin de la collaboration de toutes les parties prenantes. Un approvisionnement fiable et régulier en intrants agricoles tels que les engrais, les semences et les produits phytosanitaires est essentiel pour l'accroissement de la production. »

Pendant l'atelier, Dr Amit H. Roy, Président et Directeur Général de l'IFDC a discuté du projet « Développer des marchés d'intrants agricoles au Nigeria » (DAIMINA) et a mis l'accent sur les projets de réformes de politique du Centre. « Grâce à l'application de techniques agricoles novatrices dans le domaine de l'agroalimentaire, nous posons les fondations pour une meilleure sécurité alimentaire mondiale et la réduction de la pauvreté, » dit Roy. « En Albanie, au Bangladesh et au Kosovo, nous avons réussi à lier la production agricole au développement économique par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économiques qui favorisent le système de libre échange et favorisent l'efficacité économique, le développement du marché de l'emploi et la croissance économique globale. »

L'IFDC a mené antérieurement une étude sur le marché des engrais au Nigeria, qui touchait également à la question des subventions fournies par les Etats et le gouvernement fédéral. Roy a présenté un résumé des résultats les plus marquants de l'étude :

- L'utilisation d'engrais est rentable sur les cultures principales.
- Le prix des engrais ne constitue pas la seule contrainte ; la mauvaise qualité et la non-disponibilité des produits sont des contraintes importantes. L'accès limité au crédit est aussi une contrainte, notamment pour les petits exploitants.
- Le plus souvent, les engrais subventionnés n'aboutissaient pas aux bénéficiaires ciblés.
- Le système de double régime de prix est inefficace et entraîne la distorsion du marché.
- Le Nigeria n'utilise que 100 000-150 000 tonnes d'éléments nutritifs (moins de 10% du potentiel économique et moins de 4% du potentiel agronomique).
- Le fait de ne pas atteindre son potentiel d'utilisation d'éléments nutritifs, a entraîné pour le Nigeria une perte de 3 millions de tonnes de maïs en 2000. Des pertes similaires ont été enregistrées pour d'autres cultures. La perte économique totale pourrait être faramineuse.

L'étude a fait les recommandations suivantes :

- Les subventions d'engrais et la distribution par l'Etat devraient être réévaluées.
- La réduction des coûts de transaction grâce à des améliorations au niveau de l'achat, du transport, de la manutention portuaire, des réseaux de distributeurs et des réglementations devraient réduire le prix des engrais.
- Pour les paysans pauvres en ressources, des subventions ciblées devraient être introduites à travers le système de bons d'achat qui a été un succès en Afghanistan.

Dr H. B. Singh, chef de partie du projet DAIMINA, a souligné que le Gouvernement Fédéral du Nigeria (FGN) et l'USAID ont collaboré à la mise en œuvre de ce projet visant à promouvoir l'accès des paysans aux intrants de qualité avec la participation active du secteur privé dans les marchés agricoles ruraux au Nigeria. Les principales activités du projet concernent le dialogue politique, le développement des capacités du secteur privé et les systèmes d'information du marché.

Le projet travaille avec plusieurs organismes au Nigeria dont les suivants :

- La National Special Food Security {Programme des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le FGN}.
- Le Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire (PSSA).
- Le Projet de Ressources en Semences {Institut International d'Agriculture Tropicale (IIAT) et l'USAID}.
- Seed Association of Nigeria (SEEDAN).
- Agrochemical Association of Nigeria (AAN).
- All Farmers Apex Association of Nigeria (ALFAAN).
- Nigerian Agricultural Cooperatives and Rural Development Bank (NACRDB).

Chief Ogbeh, président national du People's Democratic Party, a une vision claire de l'avenir de l'agriculture du Nigeria. « Le Nigeria doit ré-orienter, reconduire et accélérer sa croissance agricole et ses stratégies de développement en vue de réduire l'énorme déficit dans son bilan de disponibilité alimentaire, » dit Ogbeh. « Cela constitue une condition préalable à la croissance et à la stabilité économique. »

Le rapport de l'atelier tenu au Nigeria sera publié très prochainement. La publication sera annoncée dans le bulletin et sur le site Web www.ifdc.org. ♦

**IFDC—Un Centre international pour la fertilité des
sols et le développement agricole
B.P. 2040
Muscle Shoals, Alabama, 35662, États-Unis**